

ACTIONS

Les mesures prises lors du sommet européen ont été saluées. Mais dans une conjoncture dégradée, les entreprises risquent de souffrir.

Le rebond post-sommet des marchés peut-il tenir ?

Un parfum d'euphorie... pour conclure un printemps éprouvant. Les places financières se sont vivement redressées vendredi, saluant les décisions prises lors du sommet européen. Paris a bondi de 4,75 %, Madrid de 5,66 % et Milan de 6,59 %. Les taux à 10 ans de L'Espagne et de l'Italie se sont très fortement détendus, à 6,2 % et 5,8 %, tandis que l'euro, baromètre de la crise, est remonté de 1,7 %, à 1,2654 dollar. « Ce sommet a apporté de vraies réponses, sans failles techniques majeures, alors que les marchés n'avaient pas de grandes attentes », résume Alain Bokobza, responsable de l'allocation d'actifs à la Société Générale.

Le rebond a été d'autant plus vif que les dernières semaines avaient été difficiles pour les marchés européens. L'indice Euro Stoxx a lâché presque 8 % sur le seul deuxième trimestre, portant à 2,2 % son recul depuis le début de l'année. Le CAC 40 s'est replié de 5,5 % en trois mois, l'indice espagnol Ibex 35 a chuté de plus de 10 %.

Et, préviennent les spécialistes de marchés, les décisions prises à Bruxelles ne devraient pas permettre d'apaiser toutes les inquiétudes des marchés : de nombreuses questions restent en suspens sur la zone euro. Surtout, quelles que soient les avancées politiques, la conjoncture reste dégradée un peu partout dans le monde. Y compris aux Etats-Unis et en Chine, où plusieurs statistiques ont déçu. « Apart sur le marché immobilier américain, peu de chance qu'il y ait de bonnes nouvelles sur le front macroéconomique ces prochaines semaines », résume Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC.

Les entreprises risquent de ne pas en sortir indemnes. Plusieurs grands groupes ont d'ores et déjà fait des avertissements sur leurs résultats ou nettement infléchi leurs discours. En l'espace de quelques jours, Suez Environnement, Danone, Infineon ou encore Procter&Gamble, aux Etats-Unis, ont fait des annon-

LES PLACES BORSIÈRES EUROPÉENNES AU PREMIER SEMESTRE : UN BILAN EN DEMI-TEINTE

VARIATION DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2012, EN %



ces de ce type. « C'est la conjoncture qui est souvent mise en avant, souligne Stéphane Deo, responsable de l'allocation d'actifs d'UBS. Cela risque donc de toucher d'autres entreprises. »

L'été peut encore être chahuté

La saison des résultats trimestriels, qui débute d'abord aux Etats-Unis (avec Alcoa, le 9 juillet), pourrait ainsi apporter son lot de déceptions de l'avis de plusieurs spécialistes. Les analystes devraient poursuivre leurs révisions à la baisse sur les bénéfiques. « La forte sanction des investisseurs sur les récents avertissements rappelle que le marché n'a pas intégré toutes les mauvaises nouvelles », note David Kalfon, président d'Amaïka AM.

Aussi les stratèges ont du mal à imaginer un été boursier sans nuages. Après avoir surtout réagi aux décisions et déclarations politiques, les opérateurs pourraient de nouveau se tourner vers la microéconomie. « Or, on a rarement vu les marchés progresser quand le flux de nouvelles négatives sur les entreprises s'accroît », souligne Pierre Sabatier, stratège chez PrimeView. « L'été ne sera sans doute pas désastreux, mais il pourrait être encore chahuté », ajoute Stéphane Deo. D'autant que les faibles volumes observés - un phénomène qui s'accroît généralement pendant la période estivale - risquent d'amplifier les mouvements.

Plusieurs professionnels s'inquiètent davantage de l'évolution des

actions américaines. « Wall Street a mieux résisté ces derniers trimestres et est ainsi plus vulnérable à toute déception sur l'environnement général et les résultats, reprend Alain Bokobza. Cela pourrait peser sur l'ensemble des marchés mondiaux. Si l'économie continue de ralentir - les attentes pour 2013 nous paraissent trop élevées -, les investisseurs pourraient être déçus de ne pas voir de nouveau programme d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale. »

Or la Fed n'a plus « que deux grandes occasions » avant les élections de fin d'année pour annoncer un tel programme, selon lui : le prochain comité de politique monétaire et la réunion de Jackson Hole, cet été.

MARINA ALCARAZ